

fallait bien. Nous récolterons cette année, je crois, 400 millions de boisseaux de blé; nos récoltes d'orge et d'avoine sont les plus riches de notre histoire; et voilà qui explique la hausse dans le chiffre des exportations. Mais il y a une autre explication. Nous faisons une exportation considérable d'effets personnels de colons. En 1920 les effets de ce genre exportés étaient évalués à quelque \$7,762,000, mais en même temps nous en importions pour une valeur de \$9,127,000.

Autrement dit, nous avons en notre faveur une balance de \$1,364,631. L'année précédente, en 1921, l'importation et l'exportation des effets de colons donnaient une balance de \$1,161,000 en notre faveur, soit \$6,808,000 en importations et \$5,647,000 en exportations. Mais, cette année, après les promesses inscrites par le Gouvernement dans son programme de l'an dernier, les exportations se sont élevées à \$6,155,000, tandis que les importations ne se chiffraient qu'à \$5,068,000, laissant une balance défavorable de \$1,086,767. Rien ne peut démontrer de façon plus claire, plus positive et plus irréfutable le succès de la politique d'immigration du Gouvernement. Les statistiques américaines montrent que le nombre de nos gens qui émigrent aux Etats-Unis augmente tous les mois. C'est ce qui s'est passé d'un bout à l'autre de l'année 1922; dernièrement on comptait jusqu'à 8,000 émigrants par mois. C'est ce qui explique—je regrette de dire que c'est la principale raison—la diminution du chômage qui se remarque aujourd'hui dans nos grandes villes. Or, le Gouvernement, dans le discours du trône, cette année, revendique le crédit de cette diminution du chômage. Il serait plus juste et plus franc à l'égard du public d'expliquer que, si le nombre des chômeurs a diminué, c'est parce que les artisans canadiens sont partis vers les villes américaines où ils obtiennent le travail qu'on ne peut leur procurer chez eux.

Des VOIX: Très bien, très bien.

Le très hon. M. MEIGHEN: Les députés ministériels disent: très bien. Ils sont évidemment très heureux d'augmenter le chiffre de nos exportations, même s'il s'agit d'individus et d'effets de colons. Non, la situation du Canada n'est pas meilleure aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a un an. Je ne pense pas qu'on doive tout rejeter sur un gouvernement; je n'ai jamais prétendu cela. Mais il y a certaines choses qu'un gouvernement peut faire; or, le Gouvernement actuel n'a pas fait le moindre effort pour procurer du travail à nos gens. Il ne peut pas nous montrer un seul acte de sa part qui ait eu pour effet de donner du pain aux ouvriers canadiens ou d'amener

[Le très hon. M. Meighen.]

au pays un seul contribuable pour partager le fardeau que nous supportons actuellement. Ces messieurs siègent au Trésor—peut-être n'est-il pas juste de dire qu'ils siègent toujours car ils voyagent beaucoup. En tout cas, ils jouissent des avantages du pouvoir et au lieu de ce que nous trouvons dans le document qui est maintenant devant nous, le public aurait préféré un discours du trône qui eût contenu un programme spécifique pour enrayer l'émigration et encourager l'immigration, diminuer les impôts et procurer du travail et du pain à nos concitoyens.

Toutefois, il y a certaines choses dont il fut question dans le discours du trône, l'an dernier, et que le Gouvernement passe sous silence cette année. Nos collègues, surtout ceux qui sont à ma gauche et d'autres qui s'intéressent à l'Ouest du Canada, se rappellent avec quel éclat le Gouvernement annonça dans les journaux ministériels qu'il avait enfin réglé la question si longtemps pendante de la restitution aux provinces de l'Ouest de leurs ressources naturelles. On disait que cette question avait déroulé autrefois des ministres de médiocre talent. Tous les ans des incompetents avaient essayé en vain de la résoudre, mais maintenant un nouveau gouvernement venait en quelques semaines de régler ce délicat problème sur une base de justice et d'égalité. Le discours du trône déclarait que déjà une proposition, ou, du moins, une ébauche de règlement, avait été transmise aux premiers ministres de l'Ouest. Entre temps, on avait suggéré—et cela avait été accepté déjà par le premier ministre du Manitoba,—que si en appliquant le principe de l'égalité, lorsqu'ils se réuniraient tous de nouveau pour régler la question des ressources naturelles une difficulté survenait on instituerait un tribunal pour déterminer, sur estimation, la façon exacte dont ces difficultés pourraient être réglées. On annonçait donc que la chose pouvait enfin se faire et que la question disparaissait de la scène politique du Canada, réglée grâce à l'habileté supérieure du ministre actuel. Cette année, il n'en est pas question dans le discours du trône. Cela veut-il dire que la prophétie, ou la promesse, s'est réalisée et que le problème n'existe plus? Non: la question en est toujours au même point, sauf que le Gouvernement l'a embrouillée et en a retardé la solution. On n'a fait aucun progrès; rien n'a été accompli, à part d'une conférence futile, à la suite de laquelle chacun de ceux qui y prirent part se contentent d'annoncer qu'il y avait assisté, puis qu'il en était revenu sans avoir rien obtenu. En réalité, voici ce qui s'est passé; Une élection provinciale était sur le point d'avoir lieu dans le Manitoba. L'associé politique de mon très honorable ami le premier ministre tenait